

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1460

20 mai 2016

SOMMAIRE

Advanzia Bank S.A.	70034	Hawk Holdings	70039
Agingale Holding S.à r.l.	70034	HRT Luxembourg Holding S.à r.l.	70039
Amû Studio s.à r.l.	70041	International Islamic Liquidity Management 2 SA	70044
Antlia Logistics S.à r.l.	70061	I tre Ghiottoni	70038
Aspen Invest Holding	70040	JBS Clervaux Finance S.à r.l.	70046
Astron Group Technologies S.A.	70039	Lynx Nominee S.à r.l.	70043
Bartleby S.à r.l.	70042	M2M S.A.	70080
BE4 S.à r.l.	70044	Mezzanine Management Europe S.A.	70079
Berlys S.C.A.	70037	MGT Holdings S.à r.l.	70045
Bigger Investment S.A.	70035	Mont-Royal Gestion S.à r.l.	70080
BlackBerry Commerce S.à r.l.	70042	Opus Securities S.A.	70044
Blue Sea Capital Fund SCSp	70040	Qundis Luxembourg S.à r.l.	70043
Capita Fiduciary Group S.A.	70035	Real Property Communication S.A.	70078
Cascadal Investholding S.à r.l.	70036	Renewable Energy Infrastructures AG	70043
C.A.S. Services S.A.	70035	Retkauf II S.à r.l.	70045
Coconsult s.à r.l.	70034	Revange S.à r.l.	70045
Concordo S.à r.l.	70035	Royalton Partners	70042
Creditis S.A.	70036	Signal Real Estate Opportunities (Lux) Invest-co V S.à r.l.	70070
Delicious S.à r.l.	70044	Sky (Berlin) Propco S.à r.l.	70061
Ecka Granules Holding II S.à r.l.	70036	The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch	70037
Ecka Granules Holding I S.à r.l.	70036	Torqueville Investissements S.A.	70038
Energy T.I. Group S.à r.l.	70041	Urban Capital Holdings (Lux) S.à r.l.	70038
Eurizon Capital S.A.	70037		
Five Arrows Managers	70040		
GL Europe Bootle S.à r.l.	70080		
Great Wall (Europe) S.A.	70041		

Agingale Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1351 Luxembourg, 19, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 165.878.

Par la présente, je vous informe de ma décision de démissionner avec effet immédiat de ma fonction de gérant de classe A de votre société immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165878.

Le 04 mars 2016.

Geert DIRKX.

Référence de publication: 2016077671/10.

(160043325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Avanzia Bank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 109.476.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société en date du 29 février 2016 que l'assemblée a décidé de renommer M. Tor Erland Fyksen, M. Christian Holme, M. Bengt Arve Rem, M. Tom Ruud et Dr. Thomas Schlieper en tant que membres du conseil d'administration de la Société et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société approuvant les comptes annuels 2016:

De sorte que le conseil d'administration est composé comme suit:

- M. Tor Erland Fyksen
- M. Christian Holme
- M. Bengt Arve Rem
- M. Tom Ruud
- Dr. Thomas Schlieper

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

ADVANTIA Bank S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016077666/22.

(160043123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Coconsult s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-3862 Schiffflange, 56A, Cité Op Soltgen.

R.C.S. Luxembourg B 37.017.

- En vertu de deux conventions de cession de parts sociales conclues sous-seing privé et acceptées par les gérants au nom de la Société, il résulte que le capital social de la société COCONSULT S.à r.l., représenté par 144 parts sociales d'une valeur nominale de 125 EUR chacune est, au 1^{er} janvier 2016, réparti comme suit:

COSTANTINI GROUP S.A.

Siège social: 56A, Cité Op Soltgen, L – 3862 Schiffflange (R.C.S.L. B 134 286) 66 parts sociales

GI GROUP S.A.

Siège social: 56A, Cité Op Soltgen, L - 3862 Schiffflange (R.C.S.L. B 158 894) 66 parts sociales

Stéphane MARUSIAK

né le 20 janvier 1972 à Amiens (France) demeurant L-9031 Warke, 21, Bei de Buchen 12 parts sociales

TOTAL: 144 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schiffflange, le 1^{er} janvier 2016.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016077803/22.

(160043279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

C.A.S. Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 68.168.

—
Extrait des Minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Actionnaire Unique de CAS Services S.A. qui s'est tenue le 29 Février 2016

A l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Actionnaire Unique de CAS Services SA (la "Société"), tenue le 29 Février 2016 il a été décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Mr Hans van de Sanden de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat;

Luxembourg, le 29 Février 2016.

Robert Jan Bertina

Administrateur

Référence de publication: 2016077771/15.

(160043672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Capita Fiduciary Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 147.080.

—
Il résulte des décisions prises par le Conseil d'Administration de la Société en date du 12 novembre 2015 que le siège social de la Société a été transféré du 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 12 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016077772/12.

(160043173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Concordo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 173.127.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 07 mars 2016

L'Assemblée nomme FPS AUDIT & EXPERTISE S.à r.l, RCS Luxembourg B 159.674, société ayant pour siège social 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que Réviseur d'entreprises agréé, et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016077782/15.

(160043618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Bigger Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.269.

—
J'ai le regret de vous informer que je renonce par la présente à mes fonctions de commissaire aux comptes dans votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 07 mars 2016.

GORDALE MARKETING LIMITED

Signatures

Référence de publication: 2016077761/12.

(160042951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Creditis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 182.573.

—
Extrait de procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 10 mars 2016

Résolution:

L'assemblée a décidée de nommer, pour une période expirant lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2018:
- Madame Meriem Agrebi, demeurant professionnellement à 16 rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, en tant qu'administrateur en remplacement à Madame Virginie Derains.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour extrait conforme.
Luxembourg, le 10 mars 2016.
Référence de publication: 2016077785/15.
(160043558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Cascadal Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 88.808.

—
Il résulte de deux conventions de vente de parts sociales signées du
22 février 2016
que
GURU GAURANGA GROUP UN, Limited, inscrite au registre Companies House Cardiff du Royaume-Uni sous le no. 09958845 et ayant son siège social à 22 Base Point, Folkestone/Kent, CT19 4RH, Royaume-Uni est l'associé unique
pour 100 parts à concurrence de 100 % de la société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016077791/15.
(160043184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Ecka Granules Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 162.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 155.496.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 1^{er} mars

Le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mars 2016.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations
Référence de publication: 2016077837/12.
(160042928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Ecka Granules Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 361.800,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 155.464.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 1^{er} mars

Le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mars 2016.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016077836/12.
(160042929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Berlys S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 55.432.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 mars 2016.

Le siège social est transféré au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Acceptation de la démission de Madame Sophie CHAMPENOIS et de Messieurs Jacques MAHAUX et Dominique MOINIL en tant que Membres du Conseil de Surveillance.

Acceptation de la nomination comme nouveaux Membres du Conseil de Surveillance, à partir de ce jour, de:

- Madame Nathalie PRIEUR, née le 08/04/1967 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

- Monsieur Jeannot DIDERRICH, né le 27/03/1973 à Ettelbruck (Luxembourg), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

- Monsieur Roland DE CILLIA, né le 16/03/1968 à Luxembourg (Luxembourg), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Pour la société

BERLYS S.C.A.

Référence de publication: 2016077754/21.

(160043368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Eurizon Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 28.536.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle du 8 mars 2016

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Annuelle du 8 mars 2016 les résolutions suivantes:

Résolution

Dans le cadre de la révision des comptes de la Société, le mandat du Réviseur d'Entreprises expirant à la date de ladite Assemblée Générale Annuelle, l'Assemblée décide de nommer, pour une durée de 1 (un) an, la société KPMG Luxembourg, Société coopérative, 39 Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour l'exercice 2016.

Le mandat du Réviseur d'Entreprises de la Société prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

EURIZON CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2016077623/18.

(160042751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 58.377.

Extrait de la résolution prise lors du conseil d'administration du 25 septembre 2015

Madame Alexandra Louise Goodburn (née Waite), a démissionné de son mandat de gérante de la succursale au Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2015.

Monsieur David Claus, né le 23 septembre 1971 à Leuven, Belgique, domicilié au 2-4 Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, a été nommé gérant de la succursale au Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2016077530/15.

(160042074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Torqueville Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 117.811.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 22 Février 2016, accepte, à compter du 31 août 2015, la démission d'un administrateur, à savoir:

- Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, administrateur, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 22 Février 2016, de nommer un administrateur, à savoir:

- Madame Emilie GALLAIS, administrateur, née le 03 mai 1978 à Coutances (France), domiciliée professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Conformément à la circulaire RCSL 15/2 du 13 février 2015, le représentant permanent de la société Luxglobal Management S.à r.l. est le suivant:

- Monsieur Claude ZIMMER, administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016077540/22.

(160042467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Urban Capital Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 77.300,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 167.088.

—
RECTIFICATIF

Extrait

Suite à une erreur administrative lors du dépôt de l'acte de transfert de parts sociales de la société, le formulaire joint à la réquisition déposé auprès du Registre de commerce et des sociétés Luxembourg le 9 mars 2016 référence L160041713, aurait du lire:

En vertu de l'acte de transfert de parts sociales, daté du 7 mars 2016, Sparrowhawk Properties 304 PCC., a transféré la totalité de ses parts sociales détenues dans la société de la manière suivante:

- 50 parts sociales de Catégorie A d'une valeur nominale de GBP 773.- à Urban Capital Holdings. (Jersey) PCC, une société existant sous les lois de Jersey, ayant son siège social au Templar House, Don Road, St. Helier, JE1 2TR Jersey, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 108452.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 mars 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077547/21.

(160042666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

I tre Ghiottoni, Société Civile.

Siège social: L-4660 Differdange, 45, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg E 496.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 15 avril 2006.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016077941/11.

(160042935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Hawk Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 7, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 193.503.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 9 mars 2016 que la personne suivante a démissionné, avec effet immédiat, de sa fonction d'administrateur de la Société:

- Monsieur Ludovico Manfredi, né le 20 juillet 1961 à Boulogne-Billancourt, France, ayant son adresse professionnelle au 45, Eaton Square, Fiat M, SW1W 9BD Londres, Royaume-Uni.

Depuis lors, le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

- Madame Robin Saunders, née le 8 juin 1962 en Caroline du Nord, États-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 170-173, Egyptian House, Piccadilly, W19EJ Londres, Royaume-Uni,

- Monsieur Kazi Shahid, né le 23 janvier 1973 à Londres, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 170-173, Egyptian House, Piccadilly, W19EJ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 mars 2016.

Pour extrait conforme

ATOZ S.A.

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2016077925/25.

(160043050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

HRT Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 3.000.000,00.**

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 169.933.

Veillez prendre note que l'associée unique, la société HRT África Petróleo S.A., a changé de dénomination en date du 10 novembre 2015 et devient Petro Rio Internacional S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Pour HRT Luxembourg Holding S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2016077938/14.

(160043562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Astron Group Technologies S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 88.294.

Par lettre recommandée portant accusé de réception datée du 29 février 2016, et après une première information par courriel en date du 25 février 2016, la société GROUPE MAZARIN S.C.S., société en commandite simple de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199.156 dont le siège social est établi à L-1470 Luxembourg, 15, route d'Esch, a informé la société ASTRON GROUP TECHNOLOGIES S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88.294 dont le siège social est établi à L-1470 Luxembourg, 15, route d'Esch, de la dénonciation de plein droit du siège social de ladite société arrêtée à la date du 26 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077723/15.

(160043269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Aspen Invest Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Duarrefstrooss, 20, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 204.492.

—
RECTIFICATIF

Extrait

Lors de l'assemblée générale extraordinaire de la société ASPEN INVEST HOLDING, ayant son siège social à L-9964 Huldange, 20, Duarrefstrooss, en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, tenue par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 février 2016, acte portant le numéro 322/2016 de son répertoire, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

enregistré à Luxembourg AC, le 24 février 2016, 2LAC/2016/4093, aux droits de 75.- € et en cours de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, une erreur matérielle s'est glissée dans l'article 5 des statuts contenus dans l'acte.

Il y a donc lieu de rectifier l'article 5, qui aurait dû se lire comme suit:

« **Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi dans la commune de Troisvierges.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Troisvierges en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile.»

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 4 mars 2016. Relation: 2LAC/2016/4927. Reçu douze euros Eur 12.-.

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016077722/27.

(160042977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Blue Sea Capital Fund SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 185.299.

—
La société Blue Sea Capital Fund SCSp communique que depuis 31 août 2015 a transféré son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016077734/12.

(160043660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Five Arrows Managers, Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 143.757.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la Société tenue du 4 mars 2016

L'actionnaire unique de la Société a constaté la démission de M. Victor Decrion de son mandat d'administrateur de catégorie A avec effet au 29 février 2016.

L'actionnaire unique de la Société a également constaté la démission de M. Christophe Blanche de son mandat d'administrateur de catégorie B avec effet au 29 février 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Five Arrows Managers

Un mandataire

Référence de publication: 2016077626/15.

(160042816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Great Wall (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 153.753.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 22 février 2016 que:

- les mandats des administrateurs sortants:

* M. Thierry TRIBOULOT, employé privé, également Président;

* M. Marc SCHMIT, directeur financier;

* Mme Maria Helena GONVALVES, employée privée;

tous trois avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L - 2121 Luxembourg,

- ainsi que celui du commissaire aux comptes sortant, M. Marco RIES, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg,

ont été reconduits jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016077633/18.

(160042776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Energy T.I. Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 198.018.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue en date du 09 mars 2016

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social à Luxembourg le 09 mars 2016 que:

1. L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Hassane DIABATE de sa fonction de gérant unique de la Société en date du 09 mars 2016.

2. L'Assemblée décide de nommer Monsieur Lassana TRAORE, né le 02 août 1987 à Bamako (Mali), demeurant professionnellement à 21, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, à la fonction de gérant unique pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077622/16.

(160042773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Amû Studio s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 33, boulevard de Verdun.
R.C.S. Luxembourg B 143.681.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 25 février 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VI^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions,

- a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société suivante

AMÛ STUDIO S.AR.L. société à responsabilité limitée avec siège social à L-2670 Luxembourg, 33, Boulevard de Verdun, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B143681.

- a dit que les frais sont à prélever sur l'actif réalisé, le solde à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Maître Nadine BOGELMANN
Le liquidateur

Référence de publication: 2016077614/20.

(160042766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Bartleby S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 195.466.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 15 mai 2015:

- Ancienne situation associée:

Private Equity International S.A.: 12.500 parts sociales

- Nouvelle situation associées:

	Parts sociales
1. NB Renaissance Partners Holdings S.à.r.l., R.C.S. Luxembourg B193692, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert	11.387
2. Melville S.r.l., inscrite à la chambre de commerce de Milan (Italie) sous le n° MI-2053253, avec siège social à Viale Bianca Maria, 25, I-20122 Milan	1.113
Total	12.500

Luxembourg, le 9.3.2016.

Pour avis sincère et conforme

Pour Bartleby S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077615/22.

(160042720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

BlackBerry Commerce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.380.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 163.954.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 29 février 2016.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de prononcer la clôture de la liquidation et de conserver les livres et documents de la Société pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation au 2200 University Avenue East, Waterloo, Ontario N2K 0A7 Canada.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016077617/15.

(160043374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Royalton Partners, Société Anonyme.

Capital social: USD 392.700,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 3, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 187.217.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions circulaires des actionnaires de la Société du 09 Mars 2016 que les mandats des directeurs suivants ont été prolongés jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020:

- Williams Nigel Philip, 3 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, administrateur,
- Vohlmuth Ivan, 506/41 Londynska, CZ-120 00 Prague 2, administrateur,
- Pawlowski Radoslaw, 59 ul Zlota, bâtiment Skylight Zlote Tarasy, PL-00-120 Varsovie, administrateur,
- Huber Gabriella, 3 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, administrateur,
- Bielicki Przemyslaw, 3 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 Mars 2016.

Nigel P. Williams / Radosaw Pawlowski.

Référence de publication: 2016078126/17.

(160043570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Qundis Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.001.000,00.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard von Bingen.
R.C.S. Luxembourg B 168.732.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites des associés de la Société prises le 9 mars 2016 les décisions suivantes:

- Révoquer Monsieur Gerhard Sundt de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat.
- Reconnaître que le conseil de gérance est dès lors constitué de:

Mme Nadia Dziwinski - gérant de catégorie B

Mr Francois Champon - gérant de catégorie B

Mr Justin Von Simson - gérant de catégorie A

Mr Martin Block - gérant de catégorie A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2016078119/18.

(160043335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Renewable Energy Infrastructures AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 148.275.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration en date du 8 mars 2016

- La démission de Monsieur Marc LIMPENS de son mandat d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration est acceptée avec effet immédiat.

- Madame Caria ALVES SILVA, employée privée, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, née le 13 septembre 1974 à Sao Salvador / Mirandela, Portugal, est cooptée en tant qu'Administrateur et Président du Conseil d'Administration, avec effet immédiat, en remplacement de Monsieur Marc LIMPENS, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 mars 2016.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2016078132/17.

(160042945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Lynx Nominee S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 194.107.

EXTRAIT

Par résolution écrite de l'associé unique en date du 08 mars 2016, l'associé unique a décidé d'adopter les résolutions suivantes:

1. La démission de Madame Melissa Leader de son mandat de gérant de catégorie A avec effet au 10 mars 2016.
2. La nomination de Madame Aleksandra Kaleta, née le 20 mai 1982 à Kielce, Pologne, avec adresse professionnelle au 36-38 Wigmore Street, W1U 2LJ London, Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie A pour la période du 10 mars 2016 au 31 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2016077641/19.

(160042839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Opus Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 114.001.

EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Hinnerk Koch et de Laurent Bélik, administrateurs Classe B de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 8 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016077644/16.

(160042826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Delicious S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5240 Sandweiler, 21, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 106.857.

Il résulte d'une cession de parts sociales du 11 février 2016 que Monsieur Serge Reuter, ayant son adresse professionnelle à L-5240 Sandweiler, 21, rue Principale, est désormais associé unique de la société, détenant toutes les cent (100) parts sociales.

Aux fins de modification auprès du registre de commerce et des sociétés, il est à noter le changement d'adresse de l'associé-gérant Monsieur Serge Reuter, de L-5333 Moutfort, 18, rue de Pleitrangé à L-5240 Sandweiler, 21, rue Principale.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Référence de publication: 2016077826/14.

(160043477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

BE4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 77.739.

Par lettre en date du 16 décembre 2015, Monsieur Jean LAMBERT a démissionné, avec effet au 31 décembre 2015, de son poste de Gérant de la société BE4 S.à r.l., ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 77739.

Référence de publication: 2016077756/10.

(160043412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

International Islamic Liquidity Management 2 SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 175.967.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la société en date du 2 mars 2016

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

À Luxembourg, le 8 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016077638/14.

(160042831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Revange S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 199, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 195.092.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la société, en date du 4 mars 2016

Monsieur Telmo MATIAS OLIVEIRA, né le 21 février 1976 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à L-2550 Luxembourg, 146, Avenue du X Septembre cède 50 parts sociales

à

Madame Marzena JAGINTOWICZ, née le 27 juillet 1973 à Sandomierz (Pologne), demeurant à L-8011 Strassen, 199, Route d'Arlon

La présente vaut quittance et acceptation du prix convenu entre les parties.

Ainsi, suite à ces cessions de parts, les cent (100) parts d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125,-) Euros chacune de la société REVANGE S.à r.l. avec siège à L-8011 Strassen, 199, Route d'Arlon, sont dès à présents souscrites comme suit:

Madame Marzena JAGINTOWICZ, précitée, 100 parts sociales

L'assemblée décide de modifier auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg l'adresse de Madame Marzena JAGINTOWICZ, dans le chef de ses fonctions d'associée et gérante unique.

Strassen, le 4 mars 2016.

Pour Revange S.à r.l.

Référence de publication: 2016078135/23.

(160043411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Retkauf II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.
R.C.S. Luxembourg B 123.263.

—
Lors de l'assemblée générale ordinaire des associés du 5 juin 2015, la société à responsabilité limitée DELOITTE AUDIT, avec siège social à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, est nommée Réviseur d'Entreprises agréé pour la durée d'une année.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2016078886/14.

(160044660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

MGT Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: CAD 3.875.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 124.608.

—
Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Les prénoms et nom du liquidateur de la Société doivent se lire comme suit:

- Prénoms: Jan Dries

- Nom: MULDER

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

MGT Holding S.à.r.l. en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2016078793/17.

(160044723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

JBS Clervaux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 830.615,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 202.560.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of the month of December,
Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

- S&C Australia Holdco Pty Ltd, a proprietary company limited by shares, established and existing in Australia, with registered office at 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australia, registered with the Australian Trade Register under number ABN 32 604 293 503;

- Tatiara Meat Company Pty Ltd, a proprietary company limited by shares, established and existing in Australia, with registered office at 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australia, registered with the Australian Trade Register under number ACN 609 703 344;

- JBS Southern Investments 2 Pty Ltd, a proprietary company limited by shares, established and existing in Australia, with registered office at 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australia, registered with the Australian Trade Register under number ACN 609 813 756;

- JBS Smallgoods Holdco Australia Pty Ltd, a proprietary company limited by shares, established and existing in Australia, with registered office at 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australia, registered with the Australian Trade Register under number ABN 13 602 974 818;

- JBS Smallgoods Investments Pty Ltd, a proprietary company limited by shares, established and existing in Australia, with registered office at 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australia, registered with the Australian Trade Register under number ACN 609 705 606;

(hereafter referred to as the “Not-Subscriber Members”); and

- S&C Australia Investments Pty Ltd, a proprietary company limited by shares, established and existing in Australia, with registered office at 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australia, registered with the Australian Trade Register under number ACN 609 705 615;

(hereafter referred to as the “Subscriber Member” and together with the Not-Subscriber Members as the “Members”)

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxies given under private seal.

The said proxies, initialled "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties representing the whole corporate capital requests the notary to act that:

I. The appearing persons are the Members of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name JBS Clervaux Finance S.à r.l. (the “Company”), with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, under process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, established pursuant to a deed of Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, dated December 9, 2015.

II. The Company's corporate capital is set at four hundred forty-eight thousand three hundred seventy-two United States Dollars (USD 448,372), represented by four hundred forty-eight thousand three hundred seventy-two (448,372) corporate units, with a par value of one United-States dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up.

First resolution

The Members resolve to increase the Company's corporate capital to the extent of three hundred eighty-two thousand two hundred forty-three United States Dollars (USD 382,243), to raise it from its present amount of four hundred forty-eight thousand three hundred seventy-two United States Dollars (USD 448,372) to eight hundred thirty thousand six hundred fifteen United States Dollars (USD 830,615) by the creation and issuance of three hundred thirty-nine thousand five hundred eighty-two (339,582) ordinary corporate units (the “New Ordinary Corporate Units”) and vested with the same rights and obligations as the existing corporate units and forty-two thousand six hundred sixty-one (42,661) mandatory redeemable preferred corporate units (together the “New MRPS”), with a par value of one United States Dollar (USD 1) each. The MPCU (or MRPS) are mandatory redeemable preferred corporate units, whose rights and obligations are defined by the articles of association of the Company as further restated.

Second resolution

The Not-Subscriber Members resolve to renounce to subscribe for the New Corporate Units and the New MRPS and accept the subscription of the New Corporate Units and the New MRPS by the Subscriber Member.

Subscription - Payment

The Subscriber Member, prenamed, declares to subscribe for the New Corporate Units and for the New MRPS for a total subscription price of three billion five hundred eighty-four million United States Dollars (USD 3,584,000,000)-including a share premium of three billion one hundred eighty-three million six hundred sixty thousand four hundred eighteen United States Dollars (USD 3,183,660,418) on the New Corporate Units and a share premium of three hundred ninety-nine million nine hundred fifty-seven thousand three hundred thirty-nine United States Dollars (USD 399,957,339) on the New MRPS - (the "Subscription Price") and to fully pay it by a contribution in kind consisting of all the shares, representing in aggregate 100% of the share capital of GRAPCO AUR JBS Australia, LLC, a limited liability company existing under the laws of the state of Delaware (United States of America), with registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, County of Wilmington, Delaware 19808 (United States of America), registered with the Secretary of State of the State of Delaware under file number 5905334, and contributed for an aggregate amount of three billion five hundred eighty-four million United States Dollars (USD 3,584,000,000) (the "Contributed Shares").

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a statement of contribution value established by the managers of the Company, attesting the value of the Contributed Shares and a statement of transferability established by the managers of GRAPCO AUR JBS Australia, LLC, attesting their free transferability.

Effective implementation of the contribution

The Subscriber Member, prenamed, by its representative, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Contributed Shares and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;
- the contribution of such shares is effective as from December 24, 2015, without qualification;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Contributed Shares, in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

Third resolution

The Members resolve to restate the articles of association of the Company, which should read as follows:

"I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "JBS Clervaux Finance S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and grant securities interest in favor of third parties to secure its obligations or the obligations

of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Definitions.

5.1. Corporate units: means ordinary corporate units and MRPS collectively.

5.2. Impairment: means, with respect to Underlying Assets, any decrease in value recorded or to be recorded under Luxembourg GAAP at the time of redemption in the interim financial statements of the Company used to determine among other things the existence of sufficient available funds for the redemption.

5.3. Income: means, with respect to Underlying Assets, the income accrued or received (such as but not limited to interest income) and any gains realized by the Company according to the Luxembourg GAAP, during any relevant accounting period of the Company.

5.4. Luxembourg GAAP: means the Luxembourg generally accepted accounting principles.

5.5. MRPS (or MRPCU): means mandatory redeemable preferred corporate units.

5.6. Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital is set at eight hundred thirty thousand six hundred fifteen United States Dollars (USD 830,615) represented by seven hundred eighty-seven thousand nine hundred fifty-four (787,954) ordinary corporate units and forty-two thousand six hundred sixty-one (42,661) MRPS, all in registered form, having a par value of one United States Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up.

Holder(s) of MRPS are referred to in these Articles as MRPS holder(s) (or MRPCU holder(s)), and the terms “member” or “members” shall mean the holder(s) of the ordinary corporate units and/or the holder(s) of MRPS, as the context requires.

The Company may redeem its ordinary corporate units within the limit fixed by the Law.

6.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

6.3 MRPS. Each MRPS is a redeemable corporate unit. Subscribed and fully paid-up MRPS shall be mandatory redeemed upon decision by the managers of the Company pursuant to article 9.2. (v) or article 10, as the case may be, of the articles of association in accordance with the provisions of the Law one month before the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the MRPS or at an earlier date as proposed by the board of managers and approved by the members of the Company but in no case such date should be later than ten (10) years less one month as from the date of issuance of the MRPS. The redemption of the MRPS can only be made by using sums available for distribution.

An amount equal to the nominal value of all the redeemed MRPS (i.e., MRPS corporate capital account and related MRPS share premium account) must be included in an MRPS redemption reserve (the “MRPS Redemption Reserve”) which cannot be distributed to the members except in the event of a reduction of the subscribed capital; the reserve may only be used to increase the subscribed capital by capitalization of reserves.

Redemption Price: Except as provided otherwise (i) in these articles of association or, alternatively, (ii) by a written agreement which may be entered into between the Company and the holder(s) of the MRPS, the redemption price (the “Original Redemption Price”) of each outstanding MRPS to be redeemed will be, at the sole discretion of the Company, paid in cash or in kind and will be equal to the subscription price for the said MRPS to be redeemed as paid by the MRPS holder(s) at the time of issue (i.e. MRPS capital and related MRPS share premium account) plus a proportional fraction of the MRPS Reserve plus any accrued but unpaid preferred dividend on each MRPS to be redeemed at the time of the redemption. For the avoidance of doubt, any preferred dividends declared but not paid in respect of the MRPS to be redeemed shall be paid prior to any redemption of MRPS.

If, at the time of redemption of the MRPS, there is an Impairment of the Underlying Asset(s), the redemption price of each outstanding MRPS to be redeemed (“Impaired Redemption Price”) will be limited to (a) the impaired book value, at the time of redemption and as determined under Luxembourg GAAP, of the Underlying Asset(s) divided by (b) the number

of the outstanding MRPS to be redeemed at the time of the redemption. For the avoidance of doubt, this adjustment cannot result in the Impaired Redemption Price being greater than the Original Redemption Price. Furthermore, MRPS can only be redeemed to the extent that these redemptions would not have the effect of reducing the net assets below the aggregate of the capital and the reserves which may not be distributed under law.

Redemption Procedure: Except as otherwise provided, as an alternative, in a written agreement which may be entered into among the Company and the MRPS holder, at least ten (10) days prior to the redemption date, written notice shall be sent by the Company by registered mail or fax or e-mail to the registered MRPS holder, at its address shown in the register of members, notifying such MRPS holder of the number of MRPS so to be redeemed, specifying the redemption date, the Original Redemption Price (or Impaired Redemption Price as the case may be) and the procedures necessary to submit the MRPS to the Company for redemption. The Original Redemption Price (or Impaired Redemption Price as the case may be) of such MRPS shall be payable to the order of the holder of MRPS whose name appears on the register of members as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such member before the redemption date.

Upon the redemption, the payment of the Original Redemption Price (or Impaired Redemption Price as the case may be) on the MRPS to be redeemed may be deferred in whole or in part in case where the Company does not have sufficient amounts available for distribution to redeem all the MRPS. In such case, the Company shall still redeem all the MRPS and only pay at the time of the redemption the part of the Original Redemption Price (or Impaired Redemption Price as the case may be), which is equal to the amount of the sums available for distribution as at the redemption date. Thereafter, the Company shall, in priority to any other amounts payable in respect of its capital, pay to the former MRPS holder(s) the difference between the amount of the partial MRPS payment and the amount of the Original Redemption Price (or Impaired Redemption Price as the case may be) plus a penalty to be determined by the MRPS holder(s) and the Company within fifteen (15) days after the occurrence of the shortfall over the remaining Original Redemption Price (or Impaired Redemption Price as the case may be), but only upon the condition and at the moment when the Company will recover sufficient available sums, cash or assets for such payment.

In case of a partial payment of MRPS, the Company may not proceed to any other distribution or payment to any member until the complete payment on the applicable redemption price (i.e., Original Redemption Price or Impaired Redemption Price as applicable) of the MRPS.

Subject to the terms of the present article, in the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Company, after payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the MRPS holder (s) will be only entitled to the applicable redemption price (i.e., Original Redemption Price or Impaired Redemption Price as applicable), including for the avoidance of doubt an amount payable in cash or in kind equal to any accrued but unpaid MRPS dividends at the time of the liquidation, prior to the payment of any amount on the ordinary corporate units.

For the avoidance of doubt, the MRPS holder shall not have the right to participate to any liquidation proceeds other than the right to payment of the applicable redemption.

The Company shall constitute for the MRPS a reserve (the “MRPS Reserve”) to be exclusively used for any payment to be made to the subscriber thereof on the MRPS or by the Company in accordance with these articles of association or the Law.

The Company shall maintain a share premium account for the exclusive benefit of the holders of MRPS (the “MRPS Share Premium”) and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid in relation to the MRPS. Amounts so recorded to the MRPS Share Premium will constitute distributable reserves of the Company for the sole benefit of the MRPS holders.

The MRPS carry full voting rights same as the ones related to the ordinary corporate units.

Any convening notices, reports and documents which, by virtue of Luxembourg law must be sent or notified to the members of the Company shall likewise be sent or notified to the MRPS holder(s).

Art. 7. Corporate units.

7.1. Subject to clauses 6.3 and 16.4 of these Articles, each corporate unit entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of corporate units in existence.

7.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.3. A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

7.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

III. Management - Representation

Art. 8. Appointment and Removal of managers.

8.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

8.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 9. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the “Board”). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the “Category A Managers”) and category B managers (the “Category B Managers”).

9.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

9.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member (s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The minutes of any meeting of the Board shall be signed by all the managers present or by the chairman and a secretary in case the Board elected a Chairman and appointed a secretary. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed either by the chairman and the secretary or by two managers.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the “Managers Circular Resolutions”), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

9.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters, in the case of a sole manager by the sole signature of its manager, in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers by the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (i) and 8.3 (ii) of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 10. Sole manager.

10.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

10.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

10.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 11. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 12. General meetings of members and Members circular resolutions.

12.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Members Circular Resolutions”) in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five.

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. In such a case, each Member shall give his vote in writing. If passed, Members Circular Resolutions are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member's commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 13. Sole member.

13.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 14. Financial year and Approval of annual accounts.

14.1. The financial year begins the Monday following the last Sunday of December each year and ends on the last Sunday of the month of December the year after.

14.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company.

14.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

14.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a “Business Day”), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 15. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

15.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be members.

15.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises), when so required by law.

15.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire aux comptes), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire aux comptes) and the independent auditor (réviseur d'entreprises) may be reappointed.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

16.2. Subject to clauses 6.3 and 16.4 of these Articles, the General Meeting has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

16.4. After allocation to the legal reserve, any remaining profit shall be allocated by priority to the payment to the MRPS holder(s) or to the allocation to the MRPS Reserve of the following preferred dividends entitlements:

Each MRPS entitles a MRPS holder to a preferential and cumulative dividend (the "Preferred Dividend") which shall accrue daily at an annual rate of 7.15 % (the "Annual Rate") of the value of the MRPS corporate capital and the MRPS Share Premium from the date of acquisition by the Company of the corresponding Underlying Assets and be calculated assuming a year of 360 days.

In addition, for a given year, the Annual Rate expressed above will be increased by any additional amounts received by the Company in accordance to the terms and conditions of the Underlying Assets (such as e.g. resulting from any additional fixed interest rate applied in case of late payment of interest due, premium payment and indemnities).

The Annual Rate may be revised in accordance to the outcome of a transfer pricing documentation or of its addenda (if any in the future). Notification of the revised applicable Annual Rate will be carried out by the Company via a letter addressed to the MRPS holders.

The MRPS holders are entitled to the preferred cumulative dividend due even for the years in which the company incurs losses.

If Preferred Dividend is not declared despite the existence of profits available for that purpose or not, the amount of Preferred Dividend (i) shall be allocated to a MRPS Reserve account upon decision of the member(s) of the company, (ii) shall remain exclusively to the benefit of the MRPS holder(s) and (iii) shall be available in order to pay the outstanding Preferred Dividend at the time of the next distribution of dividend by the Company (if the Company has sufficient distributable reserves).

For the avoidance of doubt, if the profits of the Company for the relevant financial year are not sufficient to fully pay or allocate to the MRPS Reserve the Preferred Dividend, any shortfall amount shall be paid or allocated to the MRPS Reserve in priority from the profits of the following financial years each time pro rata of the total number of MRPS in issue.

The General Meeting will have discretionary power to freely allocate any surplus profit remaining after allocation to the Legal Reserve and payment or allocation to the MRPS Reserve of the Preferred Dividend. It may in particular allocate such surplus profit in the form of payment of an additional dividend or a transfer to a reserve account or to carry it forward.

No dividend or interim dividend shall be distributed to the holder(s) of the ordinary corporate units until the Preferred Dividend has been fully paid to the MRPS holder(s) when declared or sufficient amounts for the payment of such Preferred Dividend has been set aside in the MRPS Reserve.

Dividend shall be paid in United States dollars and they may be paid at such places and times as may be determined by the board of managers of the Company pursuant to article 9.2. (v) or the article 10, as the case may be, of the articles of association.

VI. Dissolution - Liquidation**Art. 17.**

17.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need

not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

17.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 18.

18.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

18.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

18.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non-waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time”.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, who are known to the notary by their Surname, name, civil status and residence, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- S&C Australia Holdco Pty Ltd, une société à responsabilité limitée par actions, constituée et existant en Australie, ayant son siège social au 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australie, enregistrée auprès du Registre de Commerce d'Australie sous le numéro ABN 13 602 974 818;

- Tatiara Meat Company Pty Ltd, une société à responsabilité limitée par actions, constituée et existant en Australie, ayant son siège social au 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australie, enregistrée auprès du Registre de Commerce d'Australie sous le numéro ACN 609 703 344;

- JBS Southern Investments 2 Pty Ltd, une société à responsabilité limitée par actions, constituée et existant en Australie, ayant son siège social au 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australie, enregistrée auprès du Registre de Commerce d'Australie sous le numéro ACN 609 813 756;

- JBS Smallgoods Holdco Australia Pty Ltd, une société à responsabilité limitée par actions, constituée et existant en Australie, ayant son siège social au 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australie, enregistrée auprès du Registre de Commerce d'Australie sous le numéro ABN 32 604 293 503;

- JBS Smallgoods Investments Pty Ltd, une société à responsabilité limitée par actions, constituée et existant en Australie, ayant son siège social au 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australie, enregistrée auprès du Registre de Commerce d'Australie sous le numéro ACN 609 705 606;

(désignés ci-après par les “Associés Non-Souscripteurs”); et

- S&C Australia Investments Pty Ltd, une société à responsabilité limitée par actions, constituée et existant en Australie, ayant son siège social au 1 Lock Way, Riverview QLD 4303, Australie, enregistrée auprès du Registre de Commerce d'Australie sous le numéro ACN 609 705 615;

(désigné ci-après par l' “Associé Souscripteur” et ensemble avec les Associés Non-Souscripteurs par les “Associés”)

ici représentées par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, employée privée, demeurant au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Les comparants, représentés par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Les comparants sont les Associés de la société à responsabilité limitée constituée et existant au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination JBS Clervaux Finance S.à r.l. (ci-après, la «Société»), ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce

et des Sociétés de Luxembourg, constituée par acte notarié de Maître Jacques Kessler, notaire résidant à Pétange, en date du 9 décembre 2015.

II. Le capital social de la Société est fixé à quatre cent quarante-huit mille trois cent soixante-douze dollars des Etats-Unis (448.372 USD), représenté par quatre cent quarante-huit mille trois cent soixante-douze (448.372) parts sociales, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois cent quatre-vingt-deux mille deux cent quarante-trois dollars des Etats-Unis (382,243 USD), pour le porter de son montant actuel de quatre cent quarante-huit mille trois cent soixante-douze dollars des Etats-Unis (448.372 USD) à huit cent trente mille six cent quinze dollars des Etats-Unis (830.615 USD) par la création et l'émission de trois cent trente-neuf mille cinq cent quatre-vingt-deux (339.582) parts sociales ordinaires bénéficiant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les «Nouvelles Parts Ordinaires»), et de quarante-deux mille six cent soixante-et-une (42.661) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables bénéficiant des droits et obligations tels que décrits dans les statuts refondus de la Société (les «Nouveaux MRPS»), d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune.

Seconde résolution

Les Associés Non-Souscripteurs décident de renoncer à souscrire les Nouvelles Parts Ordinaires et les Nouveaux MRPS et acceptent la souscription des Nouvelles Parts Ordinaires et des Nouveaux MRPS par l'Associé Souscripteur.

Souscription - Libération

L'Associé Souscripteur, précité, déclare souscrire les Nouvelles Parts Ordinaires et les Nouveaux MRPS et les libérer intégralement pour un montant de trois milliards cinq cent quatre-vingt-quatre millions de dollars des Etats-Unis (3.584.000.000 USD) - incluant une prime d'émission de trois milliards cent quatre-vingt-trois millions six cent soixante mille quatre cent dix-huit dollars des Etats-Unis (3.183.660.418 USD) sur les Nouvelles Parts Ordinaires et d'une prime d'émission de trois cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent cinquante-sept mille trois cent trente neuf dollars des Etats-Unis (399.957.339 USD) sur les Nouveaux MRPS - (le «Prix de Souscription») et de les libérer entièrement pas un apport en nature consistant en toutes les actions, représentant ensemble 100% du capital de la société GRAPCO AUR JBS Australia, LLC, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400; County of Wilmington, Delaware 19808 (Etats-Unis d'Amerique), enregistrée au Secrétariat d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 5905334, et contribué pour un montant de trois milliards cinq cent quatre-vingt-quatre millions de dollars des Etats-Unis (3.584.000.000 USD) (les «Actions Apportées»).

Preuve de l'existence et valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration de la valeur d'apport établie par les gérants de la Société, attestant de la valeur des Actions Apportées et par une déclaration de libre transférabilité établie par les gérants de GRAPCO AUR JBS Australia, LLC, attestant de leur libre cessibilité.

Réalisation effective de l'apport

L'Associé Souscripteur, précité, par son mandataire, déclare que:

- il est seul propriétaire sans restriction des Actions Apportées et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- l'apport des actions est effectivement réalisé sans réserve avec effet au 24 décembre 2015;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation des Actions Apportées, aux fins d'effectuer leur transfert et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

Troisième résolution

Les Associés décident de refondre les statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Le nom de la société à responsabilité limitée est «JBS Clervaux Finance S.à r.l.» (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège

social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Définitions.

5.1. Actifs Sous-jacents: signifie les actifs financiers acquis ou devant être acquis et financés directement ou indirectement par l'émission des MRPS et/ou tout autre actif financier remplaçant ce type d'actif financier, ou acquis ou financé avec le Revenu issu de tels actifs financiers ou d'une vente de tout ou partie de tels actifs financiers.

5.2. Ajustement de valeur: signifie, en ce qui concerne les Actifs Sous-jacents, toute réduction de valeur enregistrée ou en cours d'enregistrement selon les Standards Comptables luxembourgeois au moment du rachat dans l'état financier intérimaire de la Société utilisé pour déterminer entre autres l'existence de fonds suffisants disponibles pour le rachat.

5.3. MRPS (ou MRPCU): signifie les parts sociales préférentielles à rachat obligatoire.

5.4. Parts sociales: signifie les parts sociales ordinaires et les MRPS collectivement.

5.5. Revenu: signifie, à l'égard des Actifs Sous-jacents au cours de toute période comptable de la Société concernée, les revenus courus ou acquis (tels que, mais sans s'y limiter, les revenus d'intérêts) et tout gain réalisé par la Société selon les Standards Comptables luxembourgeois

5.6. Standards Comptables luxembourgeois: signifie les principes comptables reconnus de façon générale au Luxembourg.

Art. 6. Capital.

6.1 Le capital social est fixé à huit cent trente mille six cent quinze dollars des Etats-Unis (830.615 USD) représenté par sept cent quatre-vingt-sept mille neuf cent cinquante-quatre (787.954) parts sociales ordinaires et quarante-deux mille six cent soixante-et-une (42.661) MRPS, toutes sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les propriétaires des MRPS sont indiqués dans les statuts comme les associés des MRPS, et les termes «associé» ou «associés» désigneront les propriétaires des parts sociales et/ou les Associés des MRPS, selon le contexte.

La Société peut rembourser ses parts sociales dans les limites fixées par la loi.

6.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

6.3 MRPS. Chaque MRPS correspond à des actions rachetables. Les MRPS émises et entièrement libérées seront obligatoirement rachetées sur décision du Conseil de la Société conformément à l'article 9.2.(v) ou à l'article 10, selon le cas, des statuts de la Société conformément aux dispositions de la Loi un mois avant la date du dixième (10^{ème}) anniversaire

de la date d'émission des MRPS ou à une date antérieure proposée par le conseil de gérance et approuvée par les associés de la Société mais en aucun cas une telle date devra être postérieure à dix (10) années moins un mois après la date d'émission des MRPS. Les MRPS peuvent uniquement être rachetées en utilisant les montants distribuables disponibles.

Un montant égal à la valeur nominale de toutes les MRPS rachetées (i.e. soit le capital social MRPS et la prime d'émission y attachée) doit être versé sur un compte de réserve spéciale (la «Réserve de Rachat des MRPS»), lequel ne peut pas être distribué aux associés sauf en cas de réduction du capital souscrit; la réserve peut uniquement être utilisée pour augmenter le capital souscrit par incorporation des réserves.

Prix de Rachat: Sauf disposition contraire prévue (i) par les présents Statuts ou (ii) par un accord écrit qui peut être conclu entre la Société et l'Associé des MRPS, le Prix de Rachat d'Origine de chaque MRPS rachetée restant due sera, à la seule discrétion de la Société, payé en numéraire ou en nature et sera égal au prix de souscription desdites MRPS rachetées tel que payé par l'Associé MRPS au moment de leur émission (soit le capital social MRPS et la prime d'émission y attachée) plus une fraction proportionnelle à la Réserve MRPS et plus tout dividende préférentiel couru mais impayé sur chaque MRPS rachetée à la date de rachat. De plus, afin d'éviter tout doute, tout dividende déclaré mais impayé pour les MRPS rachetées seront payées avant tout rachat de MRPS.

Si, au moment du rachat des MRPS, il existe un Ajustement de valeur de l'Actif Sous-jacent acquis ou en voie d'acquisition et directement ou indirectement financée par les MRPS rachetées, le Prix de Rachat de chaque MRPS restant due («Prix de Rachat Diminué») sera limité à (a) la valeur comptable ajustée, au moment du rachat, déterminé selon les Standards Comptables luxembourgeois de l'Actif Sous-jacent divisé par (b) le nombre de MRPS restant dues au moment du rachat. Pour éviter tout doute, cet Ajustement ne peut pas être d'un montant plus élevé que le Prix de Rachat d'Origine. De plus, les MRPS ne peuvent être rachetées que si ces rachats n'auraient pas pour effet de réduire les actifs nets en-dessous de la valeur du capital social et des réserves qui ne peuvent être distribuées en vertu de la Loi.

Procédure de Rachat: Sauf disposition contraire d'un contrat écrit conclu entre la Société et l'Associé des MRPS, une notification écrite sera envoyée par la Société par lettre recommandée ou télécopie ou courrier électronique, à l'Associé des MRPS au moins dix (10) jours avant la date de rachat, à l'adresse indiquée dans le registre des associés, notifiant à l'Associé des MRPS le nombre de MRPS devant être rachetées et indiquant la date de rachat, le Prix de Rachat d'Origine (ou le Prix de Rachat Diminué selon le cas) et les procédures nécessaires afin de soumettre les MRPS à la Société pour leur rachat. Le Prix de Rachat d'Origine (ou le Prix de Rachat Diminué selon le cas) de ces MRPS sera payable à l'ordre du de l'Associé des MRPS dont le nom figure sur le registre des associés comme leur propriétaire sur le compte en banque tel que fourni à la Société par cet associé avant la date de rachat.

Lors du rachat, le paiement du Prix de Rachat d'Origine (ou le Prix de Rachat Diminué selon le cas) peut être totalement ou partiellement différé si la Société n'a pas suffisamment de résultat disponible pour racheter toutes les MRPS. Dans ce cas, la Société devra racheter toutes MRPS et payer uniquement au moment du rachat la part du Prix de Rachat d'Origine (ou le Prix de Rachat Diminué selon le cas), qui est égale au montant des fonds distribuables disponibles à la date de rachat. Ensuite, la Société devra payer en priorité aux Associés des MRPS la différence entre le montant du paiement partiel des MRPS et le montant du Prix de Rachat d'Origine (ou le Prix de Rachat Diminué selon le cas), plus une pénalité qui sera déterminée par les Associés des MRPS et la Société, dans les quinze (15) jours suivant l'apparition de l'insuffisance en fonction de la part du Prix de Rachat d'Origine restante (ou le Prix de Rachat Diminué selon le cas), mais seulement à la condition et au moment où la Société récupérera suffisamment de fonds disponibles, espèce ou actifs pour un tel paiement.

En cas de paiement partiel du prix de rachat des MRPS, la Société pourra ne procéder à aucune autre distribution ou aucun autre paiement d'un associé ordinaire jusqu'au paiement complet du prix de rachat applicable (i.e., Prix de Rachat d'Origine ou Prix de Rachat Diminué le cas échéant) des MRPS.

Sous réserve des dispositions du présent article, en cas de liquidation, dissolution ou radiation de la Société, après le paiement des dettes envers des tiers ou passifs de la Société, ou dépôt de fonds à cette fin, l'Associé de MRPS aura seulement droit au prix de rachat applicable (i.e., Prix de Rachat d'Origine ou Prix de Rachat Diminué le cas échéant), pour éviter tout doute un montant payable en numéraire ou en nature égal à son dividende sur MRPS couru mais impayé à la date de la liquidation, avant le paiement de tout montant à l'égard des autres parts sociales.

Pour éviter tout doute, les propriétaires des MRPS n'auront le droit de participer à aucun produit de liquidation autre que le droit de paiement du rachat applicable.

La Société constituera pour les MRPS une réserve (la «Réserve MRPS») utilisée uniquement pour tout paiement fait par le souscripteur sur les MRPS ou par la Société conformément aux Statuts ou à la Loi.

La Société ouvrira un compte de prime d'émission à l'usage unique des détenteurs de MRPS (la «Prime d'Emission MRPS»), sur lequel seront comptabilisés le montant ou la valeur de toute prime payée sur les MRPS. Les montants ainsi comptabilisés sur le compte de Prime d'Emission MRPS constitueront des réserves distribuables de la Société uniquement distribuables aux détenteurs de MRPS.

Les MRPS jouissent pleinement des mêmes droits de vote que ceux attachés à des parts sociales ordinaires.

Toute convocation, rapport et document, qui en vertu de la loi luxembourgeoise doivent être envoyée ou notifiée aux associés de la Société devront également être envoyés ou notifiés aux associés MRPS.

Art. 7. Parts sociales.

7.1 Sous réserve des articles 6.3 et 16.4 des Statuts, chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une fraction des actifs et profits de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

7.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

7.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

7.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Nomination et révocation des gérants.

8.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

8.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 9. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

9.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

9.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de toute réunion du Conseil doivent être signées par tous les gérants présents ou par le président et le secrétaire dans le cas où le Conseil a élu un président et nommé un secrétaire. Les copies ou extraits de ces résolutions, qui peuvent être produites dans le cadre de procédures judiciaires ou autre, doivent être signées par le président et le secrétaire ou par deux gérants.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

9.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule du gérant pour les cas où la société à un gérant unique, ou par les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si le(s) associé(s) a(ont) nommé des gérants de Catégorie A et des Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 10. Gérant unique.

10.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

10.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

10.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 11. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 12. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

12.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé devra donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

12.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 13. Associé unique.

13.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

13.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

13.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

14.1 L'exercice social commence le lundi suivant le dernier dimanche de décembre de chaque année et se termine le dernier dimanche du mois de décembre de l'année suivante.

14.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

14.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 15. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

15.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

15.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

15.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

16.2 Sous réserve des articles 6.3 et 16.4 des Statuts, l'assemblée générale des associés a un pouvoir discrétionnaire de disposer du surplus. Elle peut en particulier affecter ces profits au paiement d'un dividende ou les transférer à la réserve ou un report.

16.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

16.4 Après affectation à la réserve légale, le solde des bénéfices sera affecté en priorité au paiement à l'Associé des MRPS ou à l'affectation à la Réserve MRPS des droits à dividende préférentiel suivants:

Chaque MRPS donne droit à son propriétaire de recevoir un dividende privilégié et cumulatif (le «Dividende Privilégié») qui court de manière journalière au taux annuel de 7.15 % (le «Taux Annuel») du montant du capital social des MRPS et du montant de la Prime d'Emission MRPS à partir de la date de l'acquisition par la Société aux Actifs Sous-jacents correspondants et qui est calculé sur la base d'une année de 360 jours.

En outre, pour une année donnée, le Taux Annuel exprimé ci-dessus sera augmenté des possibles montants supplémentaires reçus par la Société conformément aux termes et conditions des Actifs Sous-jacents (comme par exemple résultant de tout taux d'intérêt fixe supplémentaire appliqué en cas de retard de paiement des intérêts dus, paiement de prime et autres indemnités).

Le Taux Annuel peut être révisé conformément à l'issue d'une documentation des prix de transfert ou de ses additifs (le cas échéant dans le futur). La notification du taux annuel applicable révisé sera effectuée par la Société par l'intermédiaire d'une lettre adressée à l'Associé MRPS.

Les Associés de MRPS ont droit au dividende préférentiel et cumulatif même les années où la Société subit des pertes.

Si le Dividende Privilégié n'est pas déclaré malgré l'existence de bénéfices disponibles à cet effet, le montant du Dividende Privilégié (i) sera alloué au compte d'une Réserve MRPS sur décision de l'associé/des associés de la Société, (ii) restera exclusivement au bénéfice des propriétaires de MRPS et (iii) sera disponible afin de payer le Dividende Privilégié restant dus au moment de la prochaine distribution de Dividende par la Société (si la Société détient des réserves suffisantes).

Afin d'éviter toute incertitude, si les bénéfices de la Société pour l'exercice correspondant ne sont pas suffisants pour payer entièrement ou pour affecter à la Réserve MRPS le Dividende Privilégié, toute insuffisance sera payée ou affectée à la Réserve MRPS en priorité à partir des bénéfices des années suivantes, à chaque fois au prorata du nombre total des MRPS émis.

L'assemblée générale des associés pourra affecter de manière discrétionnaire tout surplus de bénéfice restant après l'affectation à la Réserve Légale ainsi que le paiement ou l'affectation à la Réserve MRPS du Dividende Privilégié. Elle peut en particulier affecter ce surplus de bénéfice sous la forme d'un paiement d'un dividende additionnel ou d'un transfert à un compte de réserve ou d'un report.

Aucun dividende ou acompte sur dividende sera distribué aux propriétaires de parts ordinaires de la Société jusqu'à ce que le Dividende Préférentiel soit entièrement versé aux propriétaires de MRPS au moment prescrit ou des montants suffisants pour le paiement de ce Dividende Préférentiel ont été mis de côté dans la Réserve MRPS.

Le dividende sera payé en dollar des États-Unis et ils peuvent être payés aux lieux et aux dates qui peuvent être déterminés par le conseil de gérance de la Société conformément à l'article 9.2 (v) ou de l'article 10, selon le cas, des statuts de la société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17.

17.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 18.

18.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

18.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés».

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé, à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux parties comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et lieu de résidence, lesdites parties signent ensemble avec, Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 janvier 2016. Relation: EAC/2016/420. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016068760/828.

(160031546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

**Sky (Berlin) Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Antlia Logistics S.à r.l.).**

Capital social: EUR 48.918,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 106.998.

—
IN THE YEAR TWO THOUSAND AND SIXTEEN, ON THE FIFTEENTH DAY OF THE MONTH OF FEBRUARY.
Before Maitre Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

(1) Sky Investment Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 196.582; and

(2) LC Holdings Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 199.221

(the "Shareholders"),

each represented by Maitre Perrine Reinhart, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to two (2) proxies which shall be registered together with the present deed,

being the shareholders of Antlia Logistics S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of forty eight thousand nine hundred eighteen Euros (EUR 48,918) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B106.998 (the "Company"), incorporated on 24 March 2005 pursuant to a deed of Maitre Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 2 August 2005, number 771.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 20 March 2009 by deed of Maitre Jean-Joseph Wagner, notary, residing then in Sanem, Grand-Duchy de Luxembourg, published in the Memorial number 837 of 20 April 2009.

The appearing parties, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Shareholders hold all the 15,780 shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Shareholders.

2. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

1. Change of the corporate denomination of the Company to Sky (Berlin) Propco S.a r.l. and amendment of article 1 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

“ **Art. 1. Denomination.** There is formed a private limited liability company under the name “Sky (Berlin) Propco S.à r.l.” which will be governed by the laws pertaining as such entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

2. Amendment and restatement of the articles of association of the Company in their entirety so that they shall read as set forth in the second resolution and in particular the corporate object of the Company (article 2) which shall be amended as follows:

“ **Art. 2. Object.** The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and

similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.”

Thereafter the following resolutions were passed by the Shareholders of the Company:

First resolution

The Shareholders resolved to amend Article 1 of the articles of association of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as set out in item 1. of the above agenda.

Second resolution

The Shareholders resolved to fully amend and re-state the Company’s articles of association and in particular the corporate object of the Company so that such articles of association shall read as follows:

Art. 1. Denomination. There is formed a private limited liability company under the name “Sky (Berlin) Propco S.à r.l.” which will be governed by the laws pertaining as such entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at forty-eight thousand nine hundred eighteen Euros (EUR 48,918) represented by fifteen thousand seven hundred eighty (15,780) shares with no nominal value.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-a-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood

that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,600.-.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing parties the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDSECHZEHN, AM FÜNFZEHNTE TAG DES MONATS FEBRUAR.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, sind erschienen:

(1) Sky Investment Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B196.582; und

(2) LC Holdings Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B199.221,

(die „Gesellschafter“),

hier vertreten durch Maître Perrine Reinhart, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund zwei (2) privatschriftlichen Vollmachten, welche vorliegender Urkunde beigelegt sind um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden,

als Gesellschafter der Antlia Logistics S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital achtundvierzigtausend neunhundertachtzehn Euro (EUR 48.918) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg, unter der Nummer B106.998 (die «Gesellschaft»), gegründet am 24. März 2005 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean-Joseph Wagner, Notar wohnhaft in Sanem, Großherzogtum Luxembourg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial») am 2 August 2005, Nummer 771.

Die Satzung der Gesellschaft wurde am 20. März 2009 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean, Notar wohnhaft in Sanem, Großherzogtum Luxembourg, veröffentlicht im Mémorial am 20. April 2009, Nummer 837 abgeändert.

Die Erschienenen geben, in Ausübung ihres obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersuchen den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Die Gesellschafter halten alle 15.780 von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und die Gesellschafter wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden können.

2. Die Punkte über die ein Beschluss getroffen werden soll sind die folgenden:

1. Änderung des Gesellschaftsnamen der Gesellschaft in Sky (Berlin) Propco S.à r.l. und Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft, sodass dieser wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Sky (Berlin) Propco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt."

2. Änderung und Neuformulierung der kompletten Satzung der Gesellschaft, sodass diese wie im zweiten Beschluss beschrieben lautet, und besonders des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft (Artikel 2) der wie folgt lautet:

„ **Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen."

Danach wurden folgende Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie im ersten Punkt der Tagesordnung beschrieben.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen die komplette Satzung der Gesellschaft zu ändern und umzuformulieren und besonders der Gesellschaftszweck der Gesellschaft, sodass die Satzung der Gesellschaft wie folgt lautet:

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Sky (Berlin) Propco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des

Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf achtundvierzigtausend neunhundertachtzehn Euro (EUR 48.918), eingeteilt in fünfzehntausend siebenhundertachtzig (15.780) Gesellschaftsanteile ohne Nennwert.

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine eigenen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testa-

mentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten 1. Januar und endet am einunddreißigsten 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund dieser Akte entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.600,-.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen und deutschen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. REINHART, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 février 2016. Relation: 1LAC/2016/5223. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Februar 2016

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016069595/532.

(160032851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 204.079.

— STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the sixteenth day of the month of February.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco IV S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by Luxembourg laws, having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 203.580,

represented by Me Vianney de Bagneaux, avocat, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company ("société à responsabilité limitée") "Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco V S.à r.l." which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco V S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The objects of the Company are to invest in a portfolio of domestic or foreign securities or similar instruments, including, but not limited to, shares (preferred and common), warrants, options and other equity securities, debt securities, bonds, notes, certificates of deposit, rights or participations in senior or mezzanine or other loans, and in financial instruments, financial derivatives agreements and other debt instruments or securities, trade receivables and other forms of claims, obligations (including, but not limited to, synthetic securities obligations) (individually and collectively, "Investments"); to enter into any agreements relating to such portfolio and to grant pledges, guarantees or other security interests of any kind under any law to Luxembourg or foreign entities; and to do all things relating thereto as permitted under Luxembourg laws.

The Company also may establish, acquire, manage, develop and dispose of Investments and other assets of whatever origin, acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, Investments and other assets, realize Invest-

ments by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and grant to - or for the benefit of -companies in which the Company has a direct and/or indirect participation and/or entities of the group, any assistance, loan, advance or guarantee (including upstream and cross stream).

The Company may, among other things: (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any Investments or other assets, including, without limitation, any assets (including derivatives) representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to Investments or other assets; (iii) enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements; (iv) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds an interest or participation or which are members of its group, in particular by granting loans, facilities, security interests over its assets or guarantees (including upstream and cross stream) in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever including group treasury services; (v) make deposits at banks or with other depositaries and invest the cash in any other manner; (vi) in order to raise funds which it needs to carry out its activity within the frame of its object, take up loans in any form whatsoever, accept any deposit from companies or entities in which it holds a participation or which is part of its group, to issue debt instruments in any form whatsoever and (vii) enter into all necessary agreements, including, but not limited to, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other voting agreements, financial derivative agreements, bank and cash administration agreements, liquidity facility agreements, indemnity agreements, guarantees, credit insurance agreements and any agreements creating any kind of security interest.

The enumeration above is enunciativa and not restrictive.

The Company may issue any type of preferred equity certificates as well as classes thereof.

The Company may borrow in any form and may proceed to the private issue of bonds and debentures and provide security in relation thereto.

The Company's object is also, in any form whatsoever, the purchase and the sale, the renting and the administration, either directly or indirectly through subsidiaries or branches or otherwise, of movable and real estate property located in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an unde-

terminated period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 8. Management Powers, Binding signature. The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. *Vis-à-vis* third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting and as may be provided herein.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only a sole manager), or the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

Art. 9. Liability of Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agent(s) of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 10. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 11. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented, (ii) however, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred per cent (100%) of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting shall be held within six months of the end of the accounting year.

Art. 12. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2016.

Art. 13. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 14. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription - Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the number of shares set out against their respective names:

Subscriber(s)	Number of shares	Payment
Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco IV S.à r.l.	12,500	EUR 12,500
Total	12,500	EUR 12,500

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg;
2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:
 - Alexandra Fantuz, born on 25 September 1974 in Hayange, France, professionally residing at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg;
 - Rolf Caspers, born on 12 March 1968 in Trier, Germany, professionally residing at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December 2016.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, in faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le seizième jour du mois de février,

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 203.580,

représentée par Me Vianney de Bagneaux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée «Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco V S.à r.l.» qui est constituée par les présentes comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco V S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est d'investir dans un portefeuille comprenant des titres, nationaux ou étrangers, ou d'autres instruments, incluant mais non limités aux actions (préférentielles et communes), warrants, options et autres titres de capital, titres de dettes, des obligations cotées et non cotées, des droits ou des participations dans des prêts prioritaires ou mezzanine ou dans d'autres prêts, et dans des instruments financiers, des contrats sur des produits dérivés et autres instruments similaires d'endettement, des créances commerciales et autres formes de créances, des dettes, des obligations (notamment, sans que ceci soit limitatif, des obligations de couvertures synthétiques) (individuellement et collectivement, «Investissements»), de conclure des contrats relatifs à ce portefeuille et de fournir des gages, garanties et autres sûretés de toutes sortes soumis à une quelconque loi et accordés à des entités luxembourgeoises ou étrangères; et de faire toutes choses relatives au présent objet permises par les lois luxembourgeoises.

La Société pourra de plus créer, acquérir, administrer, développer et céder des Investissements et tous autres actifs de toute origine, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous Investissements et autres actifs, réaliser les Investissements par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et accorder aux sociétés, ou à leur profit, dans lesquelles la Société détient une participation directe et/ou indirecte et/ou à des entités du groupe toute assistance, prêt, avance ou garantie (y compris en amont et latéralement).

La Société peut entre autres: (i) acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous Investissements ou autres actifs, incluant sans limitation, tous Investissements (y inclus des instruments dérivés) représentant des droits de propriété, droits de créance ou des valeurs mobilières négociables émis par tout émetteur public ou privé

quelconque; (ii) exercer tous droits quelconques attachés à ces Investissements ou actifs; (iii) entrer dans toute forme de contrats de crédit dérivés tels que, mais sans que cela soit limitatif, des contrats de swap; (iv) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux sociétés et/ou entités dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances, de sûretés portant sur ses avoirs ou de garanties (y compris en amont et latéralement) sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseils et assistance sous quelque forme que ce soit comprenant des services de trésorerie pour le groupe; (v) faire des dépôts auprès de banques ou tous autres dépositaires et placer les liquidités de toute autre manière; (vi) en vue de se procurer les moyens financiers dont elle a besoin pour exercer son activité dans le cadre de son objet social, contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit, accepter tous dépôts de la part de sociétés ou entités dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, émettre tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit; et (vii) conclure tous les contrats nécessaires, et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange sur devises ou taux d'intérêts et tous autres pactes de vocation, contrats sur des produits dérivés, des contrats bancaires, des contrats de facilités de crédit, des contrats d'indemnisation, des garanties, des contrats d'assurance-crédit et tout contrat portant création de garanties de quelque nature que ce soit.

L'énumération précitée est énonciative et non limitative.

La Société peut procéder à l'émission de toutes sortes de certificats préférentiels de capitaux, de même que différentes classes de tels instruments.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations de toute nature et fournir les sécurités y relatives.

L'objet de la Société est également, sous quelque forme que ce soit, l'acquisition et la vente, la location et l'administration, soit directement soit indirectement à travers des filiales ou succursales ou d'une autre manière, de tout bien mobilier ou immobilier situé au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Plus généralement, la Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant, sans limitations, des transactions commerciales, financières, mobilières ou immobilières qu'elle jugera nécessaires ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (ad nutum) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une

réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des Gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 8. Pouvoirs de gestion, signatures autorisées. Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou conformément aux dispositions des présents statuts.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique ou, en cas de conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (en cas de gérant unique), le conseil de gérance, ou par deux gérants (y compris par voie de représentation).

Art. 9. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou délégué de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle est impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou délégué et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris les procédures d'appel) actuelles ou éventuelles et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou délégué:

(i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction;

(ii) dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) en cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou délégué peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou délégué et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et délégués, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du délégué ou gérant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Art. 10. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Assemblées générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors de l'assemblée. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée, (ii) cependant, les décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle sera tenue dans un délai de six mois à compter de la fin de l'exercice.

Art. 12. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année, sauf pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

Art. 13. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 14. Distributions. Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il apparait que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 15. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Associé unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré le nombre de parts sociales indiqué en regard de leur nom respectif:

Souscripteur(s)	Nombre de parts sociales	Paiement
Signal Real Estate Opportunities (Lux) Investco IV S.à r.l.	12.500	12.500 EUR
Total	12.500	12.500 EUR

Les parts sociales ainsi souscrites sont intégralement libérées en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société. La preuve du paiement du prix de souscription a été montrée au notaire soussigné.

Dépenses, Évaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.500,-.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé de la Société a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 51, avenue J. F. Kennedy, L-1855, Luxembourg;
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
 - Alexandra Fantuz, née le 25 septembre 1974 à Hayange, France, résidant professionnellement au 51, avenue J. F. Kennedy, L-1855, Luxembourg;
 - Rolf Caspers, né le 12 mars 1968 à Trèves, Allemagne, résidant professionnellement au 51, avenue J. F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Disposition transitoire

Le premier exercice comptable commence à la date de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.

Dont Acte, en foi de quoi, Nous, notaire soussigné, avons apposé notre seing et sceau, en date qu'en tête des présentes. Après lecture du document à la personne comparante, qui a requis que l'acte soit rédigé en langue anglaise, ladite personne comparante a signé le présent acte original avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction en langue française. En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: V. DE BAGNEAUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 février 2016. Relation: 1LAC/2016/5354. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016070668/454.

(160033584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2016.

Real Property Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 137.816.

DISSOLUTION

L'AN DEUX MILLE SEIZE,

LE PREMIER MARS

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Madame Evelin Ortega, née à Lucerne (Suisse) le 24 septembre 1975, demeurant Urb. Magna Marbella, Apt.206, Nueva Andalucia (Espagne), ci-après appelée "la comparante" ou "l'actionnaire unique",

représentée par Monsieur Patrice Declérieux, Expert-comptable demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée le 24 février 2016,

laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

1. La société anonyme «REAL PROPERTY COMMUNICATION S.A.», ci-après dénommée "la Société", ayant son siège social à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains, R.C.S. Luxembourg B 137.816, a été constituée suivant acte reçu de Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 20 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1136 du 8 mai 2008. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date.

2. Le capital social s'élève à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euro (EUR 31,-) chacune.

3. La comparante est la seule propriétaire de la totalité des actions de la prédite Société.

4. La comparante, en sa qualité d'actionnaire unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

5. La comparante, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare:

- qu'elle a réalisé, reçu ou va recevoir tous les actifs de la Société,
- que tous les passifs de ladite Société envers des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés,
- qu'elle assume l'obligation de payer tout le passif actuellement connu ou inconnu,
- qu'elle a dressé un rapport de liquidation;

6. Que le rapport du liquidateur a été dressé, en vertu des prescriptions de la Loi, et que sur cette base un rapport du commissaire à la liquidation a été établi par l'expert-comptable Patrice Declerieux demeurant professionnellement 3 rue des Bains L-1212 Luxembourg, désigné "commissaire-vérificateur".

7. La comparante accorde décharge pleine et entière aux administrateurs de la Société.

8. La comparante accorde décharge pleine et entière au commissaire-vérificateur.

9. Les livres et documents de la Société sont conservés pendant la durée de cinq années au 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg.

10. Que la comparante pourra procéder à l'annulation du registre des actionnaires.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ EUR 1.300 (mille trois cents euros).

Et à l'instant la comparante, représentée comme il est dit, a présenté au notaire instrumentaire les actions qui ont été annulées par son mandataire en présence du notaire instrumentaire.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. DECLERIEUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 01 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/6976. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 mars 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016076080/56.

(160040537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Mezzanine Management Europe S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 98.404.

Extrait des résolutions de l'assemblée ordinaire des actionnaires tenue en date du 21 octobre 2015

Les actionnaires de MEZZANINE MANAGEMENT EUROPE S.A. ont décidé comme suit:

- De renouveler le mandat de Monsieur Jacobus Schouten en tant que Administrateur avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016;

- De renouveler le mandat de LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. en tant que Administrateur avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016;

- De renouveler le mandat de T.C.G. Gestion S.A. en tant que Administrateur avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016;

- De renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, Société coopérative agréé comme réviseur d'entreprise jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016076018/20.

(160041010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

M2M S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 18, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 96.293.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie Extraordinairement le 1^{er} mars 2016

L'assemblée générale a décidé de nommer un conseil d'administration composé de trois administrateurs:

- Monsieur Gontran STIERNON, conseil économique, demeurant à F-59460 Jeumont, 315 rue Léo Lagrange;
- Monsieur Gaetano CICCONE, indépendant, demeurant à B-7140 Morlanwelz, 48 Avenue Winston Churchill;
- Monsieur Alain GRIGIONI, administrateur de sociétés, demeurant à L-8008 Strassen, 18, route d'Arlon.

Leurs mandats prendront fin le jour de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2021.

Le Conseil d'Administration réuni le même jour a décidé de nommer en qualité d'administrateur délégué: Monsieur Alain GRIGIONI, administrateur de sociétés, demeurant à L-8008 Strassen, 18, route d'Arlon. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée statutaire de 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alain GRIGIONI

Administrateur délégué

Référence de publication: 2016076036/19.

(160040839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

GL Europe Bootle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25a, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.197.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 8 Mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de Thomas M. Larkin de son mandat de gérant A de la Société avec effet au 22 Janvier 2016.
- D'accepter la démission de Henry Saavedra de son mandat de gérant B de la Société avec effet au 22 Janvier 2016.
- De nommer Stephen Atkins, né le 5 Juillet 1965 à Brooklyn, demeurant professionnellement au 399 Park Avenue, New York 10022 en tant que gérant A de la Société avec effet au 22 Janvier 2016 et ce pour une durée illimitée.
- De nommer Excee Tan, né le 2 Septembre 1981 à Zamboanga, Philippines, demeurant professionnellement au 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg en tant que gérant B de la Société avec effet au 22 Janvier 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

GL Europe Bootle S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016077204/22.

(160042552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Mont-Royal Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 192.278.

Par la présente, je vous confirme ma décision de vous présenter ma démission de mon poste de gérant de la société Mont Royal Gestion Sarl (B 192278) à compter du lundi 29 février 2016.

Le 16 février 2016.

Raoul Chevignard.

Référence de publication: 2016077357/10.

(160041959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.
